

# A propos de la démocratie économique

**Michael R. Krätke**

Il existe dans le monde entier un consensus sur le fait que la démocratie est le seul concept valable pour un bon ordre social. Ce consensus est cependant limité au domaine de la politique. Une bonne société est comprise aujourd'hui comme un mélange de démocratie politique et... d'une économie de marché capitaliste. De ce point de vue le capitalisme est le complément de la démocratie mais il s'en distingue radicalement. Une économie capitaliste n'est pas forcément considérée comme un ordre démocratique en soi. Elle peut être non démocratique ou démocratique dans la mesure où elle s'accompagne d'un ordre politique démocratique qui constitue le contrepoids au despotisme du capital et des marchés libres ou même le surmonte <sup>1</sup>.

Les anciens et les nouveaux mouvements sociaux dans le monde et la gauche en général sont profondément convaincus de la valeur inhérente de la démocratie. Mais réduire la démocratie purement et simplement à un principe politique et à un ordre politique n'est pas fondamentalement défendu par la gauche. La transformation de l'ordre social et de l'économie mondiale, du monde des marchés et de la domination du capital est comprise au contraire comme un processus démocratique et même comme l'acquisition la plus significative de la démocratie. La démocratie en tant que processus comporte l'aspiration au pouvoir et la conquête du pouvoir, ainsi que l'utilisation du pouvoir politique — en particulier du pouvoir étatique — comme levier le plus important pour modifier la structure de la société et dépasser le capitalisme de l'ordre économique. De nos jours, la gauche est presque unanime pour dire que la transformation du capitalisme dans un ordre économique bon et juste ne sera possible que par des moyens démocratiques. En Europe et en Amérique du Nord du moins, la gauche a abandonné toute velléité pour passer par une dictature bienveillante, même pour de courtes périodes de transition.

L'anticapitalisme des mouvements sociaux et de la gauche en général considère aujourd'hui avec scepticisme le nouvel ordre capitaliste mondial et en particulier son expression néolibérale. Les mouvements anticapitalistes d'aujourd'hui contestent, implicitement ou explicitement, l'affirmation que le libre marché est en soi une démocratie économique et la meilleure et unique forme de démocratie économique envisageable ou qui pourrait l'être. Dans leur critique des structures du capitalisme actuel, les mouvements sociaux se concentrent sur le pouvoir grandissant des marchés financiers. Face au puissant pouvoir du capital financier actuel, ils ont réouvert un vieux débat : le capitalisme et la démocratie politique peuvent-ils vraiment s'accorder et, à long terme, être ou devenir compatibles entre eux. Si on répond non à cette question en considérant le capitalisme pour ce qu'il

Michael R. Krätke est professeur de sciences politiques et d'économie à l'université d'Amsterdam et co-directeur du magazine *Zeitschrift für sozialistische Politik und Wirtschaft*.

1. Voir Dan Usher, *The economic prerequisites to democracy*, New York : Columbia University Press 1981. Le livre d'Usher est un bon exemple du point de vue libéral traditionnel : il n'y a pas de démocratie sans capitalisme.

est réellement, c'est-à-dire non pas une condition ou une base stable pour la démocratie mais comme un danger pour la démocratie, et si l'on est d'avis que la démocratie est plus importante pour une bonne société que le capitalisme, on dispose d'un bon argument politique contre le capitalisme. Un argument qui peut être compris aussi comme un argument en faveur d'un autre ordre économique, d'une démocratie économique : pour sauvegarder la démocratie, nous devons nous débarrasser du capitalisme et le remplacer non seulement par quelque chose de plus beau mais par quelque chose de conciliable avec la démocratie politique, donc par la démocratie économique.

### Le concept de démocratie économique

2 Comme avec le système allemand de co-détermination qui donne le droit aux représentants des salariés de participer au processus de décision au niveau du comité de direction. Cela ne s'applique pas bien sûr à tous les domaines, mais seulement à certains secteurs sélectionnés de l'économie privée. Même sous sa forme réduite et limitée, la co-détermination des salariés est combattue avec véhémence par les capitalistes et les dirigeants dont le pouvoir despotique est mis en jeu. Certains despotes éclairés ont naturellement appris à vivre avec.

3 Pour un tour d'horizon des économistes de gauche ayant abandonné tout concept de planification économique centrale, lire Christopher Pierson, *Socialism after Communism*, The New Market Socialism. Cambridge, Polity Press 1995.

Tout comme le socialisme, le communisme et l'anarchie, la démocratie économique est à la fois un concept politique et économique. En tant que concept politique, la démocratie économique ne signifie pas seulement une part plus importante d'intervention et de contrôle de l'État sur les processus économiques — des régimes élus démocratiquement ont déjà fait cela depuis bien longtemps aux quatre coins de la terre. Cela ne signifie pas que les travailleurs ont d'une façon ou d'une autre davantage de droits, par exemple à travers l'implication des représentants des salariés dans les processus de décision officiels<sup>2</sup>. Si cela était tout ce que la démocratie économique peut vraiment engendrer, les pays à corporatisme fortement enraciné — comme l'Autriche ou les Pays-Bas — auraient déjà été considérés depuis des décennies comme des démocraties économiques exemplaires.

La démocratie politique n'est cependant pas seulement une forme d'autogestion des ouvriers au niveau du site de production ou de l'entreprise — bien que la démocratie sur le lieu de travail et l'autogestion au niveau de l'usine soient des éléments indispensables de toute démocratie économique. Quand nous parlons de démocratie économique, nous pensons à une multitude de rapports de force qui traversent toute l'économie et influencent chacun des aspects de la société et de la vie économique et sociale.

Nous pensons aux droits et devoirs, au contrôle et au contrôle mutuel comme contrepoids au pouvoir économique illégitime, qu'il soit privé ou public. En fin de compte, nous parlons aussi d'un ordre pour l'économie mondiale, un ordre qui pourrait maîtriser les catastrophes globales, la richesse et la pauvreté des nations et les structures d'exploitation des marchés mondiaux. Sur ce point, nous nous situons exactement dans la ligne des mouvements anticapitalistes au sein de l'altermondialisme. Ce concept d'un ordre économique mondial démocratique est toujours le maillon le plus faible de la chaîne de l'anticapitalisme d'aujourd'hui.

Depuis les années 1980, et en particulier depuis les modifications profondes de 1989/1990, un débat est apparu dans le monde sur les modèles d'un socialisme démocratique faisable ou réalisable. Le socialisme démocratique doit représenter une alternative, aussi bien au capitalisme sous ses différentes formes qu'à toutes les formes d'économies populaires « socialistes », planifiées, dirigées, centralisées par l'État, qui ont dramatiquement échoué dans l'ancien bloc soviétique<sup>3</sup>. Bien que

le débat se limite principalement à des cercles académiques, son importance est néanmoins évidente si nous considérons la plus grande expérience socialiste de l'époque actuelle, à savoir les efforts chinois pour instaurer et sauvegarder quelque chose que l'on désigne toujours officiellement comme une « économie de marché socialiste ».

Ce débat tourne essentiellement autour des modèles de la démocratie (économique). Le modèle de Michel Albert d'un ordre économique participatif qu'il appelle *Participatory Economy* ou brièvement *Parecon*, en est l'exemple le plus récent <sup>4</sup>. Il s'agit ici d'une alternative économique au capitalisme, réalisable, d'un ordre économique qui ne serait pas moins efficace, mais beaucoup plus juste que ses prédécesseurs historiques. Une alternative souhaitable qui serait acceptable au regard de valeurs démocratiques de base, comme l'égalité, la liberté, l'autogestion et la participation.

La pierre d'achoppement du débat sur les différents modèles de démocratie économique n'est pas l'autogestion sur le lieu de travail mais plutôt la qualité démocratique des processus de planification et de coordination au niveau de l'économie nationale (ce qui touche nombre d'entreprises, de branches industrielles, des régions entières, des pays, ou même l'économie mondiale). Compte tenu de la mauvaise réputation de l'économie planifiée aujourd'hui, le débat dépend principalement d'une question qui commande tout le reste : quel rôle, s'il doit y en avoir un, pour le marché dans le nouvel ordre économique ? Une certaine forme de socialisme de marché est-elle réalisable et envisageable, un ordre économique donc dans lequel les marchés ne dominent pas mais sont intégrés ou « socialisés » dans un système de contrôle social et dirigés par des organes politiques démocratiques et non par d'anonymes « participants au marché » ?

Il est facile de comprendre pourquoi la question de savoir si la démocratie sur le lieu du travail ou au niveau de l'entreprise est réalisable et souhaitable ne suscite que très peu de discussions. Il existe en effet assez de preuves qui montrent que les coopératives ouvrières peuvent diriger une entreprise avec la même efficacité et même beaucoup mieux que les entrepreneurs, les capitalistes privés ou les managers. Généralement, les coûts de contrôle et de gestion sont inférieurs. L'absentéisme et le *turn over* des salariés sont moindres que dans les entreprises capitalistes privées.

La coopération, l'autogestion et la participation des ouvriers à l'organisation du travail augmentent même la productivité <sup>5</sup>. La démocratie — c'est-à-dire le droit de déterminer et d'organiser soi-même ses activités, en commun et en accord avec toutes les personnes directement impliquées — fonctionne au niveau du poste de travail. Elle fonctionne s'il existe des droits qui donnent aux ouvriers de l'usine une voix et une liberté d'appréciation qu'ils n'ont aujourd'hui ni dans l'économie privée ni dans le service public où les rapports de travail « normaux » sont fortement hiérarchisés. De tels droits ne sont pas obligatoirement liés à la propriété individuelle ou collective d'une entreprise (ou du capital ou des ressources productives d'une entreprise). Il y a toujours eu un grand nombre de coopératives ouvrières tout comme il y a toujours eu différentes formes de co-détermination ouvrière dans les entreprises capitalistes privées.

<sup>4</sup> Voir Michel Albert : *Parecon. Life after capitalism*, London, New York, 2003.

<sup>5</sup> Voir les documents d'une étude riche et variée du plus grand regroupement de coopératives ouvrières en Europe, la coopérative espagnole Mondragon. H. Thomas/D. Logan, *Mondragon : An Economic Analysis*, London : Allen & Unwin 1982. Dès le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les rapports du syndicat britannique sur les coopératives ouvrières confirmaient que celles-ci avaient travaillé « efficacement », avec moins de « frais de management » que dans les entreprises privées comparables et très peu de « frais de gestion ». Lorsque Marx en 1864/1865 louait, dans le manuscrit qui devint plus tard le volume III du *Capital*, la très haute efficacité des coopératives ouvrières, il s'appuyait sur les documents fournis par les rapports du syndicat.

La démocratie économique pourrait être limitée au seul droit de choisir les cadres dirigeants (que ce soient les dirigeants seuls ou les représentants du comité d'entreprise). Elle pourrait aussi aller jusqu'au droit des salariés d'être continûment impliqués dans tous les processus de décision importants sur le lieu de travail et/ou au niveau de l'entreprise. Mais malheureusement, un problème se pose ici : la structure du travail, la faible comparabilité des postes de travail et des qualifications, et la hiérarchie des postes de travail ne peuvent pas être surmontées facilement en raison du haut degré de spécialisation des organisations de travail modernes. Cette structure même nuit au principe démocratique « une personne, une voix » car elle rend l'expert et le personnel spécialisé dans chaque domaine inévitablement plus importants et ainsi plus puissants que l'ouvrier ou le personnel non qualifié. Nous rencontrons ici le vieux problème de Lénine : la cuisinière ne devrait-elle pas, à défaut de l'État, diriger au moins la cuisine, mais en est-elle capable ? Chaque cuisinier ou groupe de cuisiniers est-il en mesure de diriger une cuisine sans trop saler les plats ? On pourrait envisager des moyens supplémentaires, comme la rotation des postes de travail ou leur réorganisation pour niveler la hiérarchie du savoir, des responsabilités, des expériences, ainsi que des connaissances spécialisées. On pourrait imaginer une structure dans laquelle le savoir, les connaissances spécialisées et l'évaluation soient systématiquement découplés de façon à ce que les intellectuels ne dirigent pas. Les bureaucrates ou les politiciens professionnels ne devraient pas diriger non plus. Au lieu de cela, des conseils formés selon l'ancien modèle du jury et composés de personnes non spécialisées pourraient prendre en charge ces tâches.

### **Le problème de la planification macroéconomique**

Nous nous heurtons à des problèmes encore beaucoup plus vastes si nous allons jusqu'à envisager une sorte de processus de planification démocratique au niveau de l'économie nationale.

Personne ne conteste la nécessité d'une planification rigoureuse. Toutes les grandes et petites entreprises utilisent la planification. Et des questions brûlantes sont en débat :

- Que faut-il planifier ?
- Par qui ?
- Et, surtout, comment devrait être organisée démocratiquement une telle planification macro-économique ?

La planification a aujourd'hui mauvaise réputation, bien qu'on ne cesse de planifier : la planification des budgets publics, la planification à long terme de la production et des investissements dans toutes les grandes entreprises. Mais les dispositifs de planification de l'économie nationale, qui existent dans nombre d'autres pays (banques centrales, bureaux de planification centraux en France ou aux Pays-Bas), ne peuvent exercer aucune influence sur les entreprises ou les branches. Leur planification n'a pas de sens si elle ne sert pas à orienter les entreprises du secteur public (comme par exemple dans le cas de la « planification » française).

Tout cela devrait être radicalement modifié dans toute forme d'économie « démocratique ». Il ne faudrait pas seulement imposer aux entreprises les règles

fondamentales de la gestion d'entreprise. L'autogestion des coopératives ouvrières serait aussi soumise à un certain contrôle et à une direction d'en haut, à travers des règles de gouvernance ou de management légitimées par des processus démocratiques à un niveau sociétal plus élevé. Il s'en suivrait que toutes les formes d'activités économiques essentielles, comme la production, la consommation, l'investissement, le retour sur investissement, la vente, l'achat, l'attribution de crédits, le marketing, etc., ne resteraient pas des questions purement privées mais seraient considérées comme des questions politiques. Dans un ordre économique démocratique, les activités économiques essentielles doivent être légitimées, la domination des « forces du marché » doit être mise en cause et des pouvoirs devront être donnés aux individus et aux collectifs : au lieu des marchés (ce qui, dans la pratique, est juste une autre façon de nommer les entrepreneurs privés et ceux qui dominent des marchés déterminés), ce sont les producteurs et les consommateurs, tous les intéressés, qui devront débattre, négocier et finalement décider de l'orientation du développement économique. Bien sûr, tout ne peut et ne devrait pas être planifié. Les entreprises et les coopératives ouvrières devraient garder et garderaient une grande part d'autonomie dans leur travail quotidien. Mais il existe une grande adhésion au sujet de l'importance cruciale des décisions d'investissements – au niveau des entreprises, des branches et des régions. Car les décisions d'investissements – aussi bien au niveau de l'entreprise qu'au niveau de la société – englobent toujours des décisions sur les innovations, les nouveaux produits, l'emploi et/ou le développement de nouvelles technologies, la restructuration de branches entières, la création ou la fermeture d'entreprises.

De façon générale, la planification macroéconomique des investissements a quatre objectifs :

- 1) Décider du montant de l'investissement social total ;
- 2) Décider des priorités entre les choix d'investissements alternatifs ;
- 3) Décider des grandes ou petites innovations dans la production ou les processus de production en tenant compte des possibilités et des risques qui s'y rattachent et, au-delà, décider de démarrer certaines activités économiques ou de les arrêter ;
- 4) Définir les critères de réussite et de performance pour les entreprises et les branches.

Naturellement, les deuxième et troisième objectifs fixent l'orientation au regard de la « croissance » et du « développement » de l'économie dans son ensemble. Intervient ensuite le droit le plus fondamental que doivent avoir les citoyens dans le cadre de la démocratie économique, qui est celui d'être associés aux décisions collectives sur la constitution du capital et les investissements. Les modèles de démocratie économique s'appuient au minimum sur une forme de contrôle social des investissements nets. Au niveau de la société, les modèles cherchent une forme de décision démocratique en utilisant une modalité ou une autre de démocratie représentative et en associant les producteurs, les consommateurs et l'État comme représentant de « l'intérêt général », par exemple pour le respect de l'environnement ou l'équité entre les générations. L'utilisation des moyens d'investissement disponibles (aujourd'hui entre 5 à 12 % du produit intérieur brut dans les pays

capitalistes hautement développés) n'est pas laissée à l'appréciation des propriétaires privés, des capitalistes et des cadres dirigeants qu'ils emploient, mais est soumise à la décision collective à travers des commissions regroupées formées de représentants élus par tous ceux qui sont impliqués dans ou concernés par le processus de renouvellement économique. Dans un ordre économique démocratique, les entreprises ou sociétés individuelles apporteront leur contribution à l'investissement social par les impôts prélevés sur leurs bénéfices nets.

Pour être en situation d'investir, elles doivent demander des crédits à hauteur de l'investissement prévu. Elles devront soumettre leurs plans d'investissement (selon les règles générales fixées par eux) aux services officiels chargés du contrôle sur les moyens d'investissements sociaux. Un système de banques d'investissement publiques va intervenir entre la société, ou ses instances représentatives, en tant que détentrice des moyens d'investissement et les entreprises individuelles (y compris les coopératives ouvrières) en tant qu'utilisatrices provisoires d'une partie de ces moyens.

Un tel système minimal de contrôle et de planification démocratiques a besoin naturellement de certaines institutions – les services de planification financière et les banques d'investissement publiques – qui agissent sous le contrôle des instances représentatives (conseils et/ou parlements) et sont responsables de toutes les décisions politiques.

Sur l'autre face du spectre, on peut imaginer une économie dans laquelle tout serait sous contrôle public, démocratique, et dans laquelle chaque décision économique isolée serait prise par tous ceux qui sont concernés. Les consommateurs devraient alors décider de leurs besoins et de leur demandes et communiquer leurs préférences aux producteurs. D'autre part, les coopératives ouvrières (entreprises) devraient fournir les informations nécessaires sur les coûts pour différentes alternatives de production. Enfin, les décisions sur ce qui doit être produit, quand, où, comment et à quels coûts devraient être prises au cours d'un processus interactif dans lequel les consommateurs individuels (ou les communautés de consommateurs plus importantes) négocient avec les différentes coopératives ouvrières (ou avec les groupes plus grands comme les sociétés coopératives). La question décisive de savoir si les rapports de marché et la concurrence entre les producteurs (les entreprises autonomes ou les coopératives ouvrières) peuvent et devraient ou non jouer un rôle dans ce processus, et dans quelle mesure – et, dans l'affirmative, si elles peuvent rester démocratiquement contrôlées – reste ouverte. Compte tenu de ce problème qui saute aux yeux (comment intégrer une dimension de « socialisme de marché » dans un ordre économique démocratique), il a été proposé de « socialiser » efficacement les marchés<sup>6</sup>. En encadrant les marchés dans des institutions spéciales qui surveilleraient les actes de tous les acteurs du marché, il pourrait être possible de créer la transparence pour réguler la concurrence et réellement « maîtriser les marchés ».

Dans l'histoire du capitalisme, on compte de nombreuses tentatives durables de « gouverner les marchés » qui furent des réussites. Cela vaut en tout cas pour les pays émergents. Fondamentalement, les États et autorités des États qui organisent et contrôlent les marchés, peuvent difficilement être considérés comme

6 Voir Diane Elson, « Market socialism or socialization of the market ? » *In New Left Review* 172, 1988, S. 3-44.

« démocratiques »<sup>7</sup>. Ce sont des régimes autocratiques qui dominent l'histoire des pays industriels qui se sont développés au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.

Pour une forme valable de démocratie économique, il faut davantage que la volonté et le pouvoir politique de stimuler le « développement économique ». Au contraire : une démocratie économique vivante serait compatible avec une croissance économique faible ou très faible et se construirait sur la base d'objectifs qualitatifs communs de « développement », qui pourraient être définis au cours de débats publics organisés à cette fin. Un ordre économique démocratique qui ferait de tous les thèmes macroéconomiques des questions politiques et qui aurait besoin ainsi d'arguments plus exigeants et d'une légitimation différenciée serait naturellement encore plus difficile à gouverner pour les décideurs politiques.

Tout cela est intimement lié à la question de l'étendue et du niveau du « socialisme de marché ». Doit-il exister un marché du travail, un marché des capitaux, un marché des matières premières ? Dans la tradition socialo-communiste, il existe un fort penchant pour abolir complètement de tels marchés ou bien les limiter fortement. Des marchés « socialisés », avec un contrôle démocratique et des processus de marché réglementés, pourraient constituer une alternative. Comme de tels marchés seraient organisés et pilotés par des services de contrôle publics, les principes démocratiques de prise de décision pourraient s'appliquer. Aujourd'hui, il existe nombre de ces dispositifs étatiques. Ceux-ci sont connus dans le langage actuel sous le nom de BINGO – Big International Non Governmental Organization – c'est-à-dire des grandes organisations non gouvernementales, avec une orientation économique forte. Il s'agit de communautés d'entreprises organisées et institutionnalisées qui agissent en dehors du contrôle démocratique, comme des clubs de gentlemen entrant en relation entre eux. Il serait facile de les remplacer par des structures publiques organisées et légitimées démocratiquement. Cela serait même nécessaire dans la mesure où le détenteur de capital privé et l'entrepreneur n'occuperaient plus de position centrale dans la vie économique de la société. Dans ce nouveau rapport de « marchés socialisés », des organismes publics devraient établir les normes, les standards et les règles pour les participants au marché, comme les prix, les salaires ou les normes de dédommagement, ainsi que les normes de produit ou de qualité et les normes de production (par ex. pour la consommation d'énergie : les répercussions sur l'environnement, la santé et le comportement). En ajoutant une dimension forte de décisions collectives, démocratiques sur les investissements (comme décrit ci-dessus), où la fonction du marché d'allocation des moyens et même la fonction « entrepreneuriale » seraient socialisées – tout comme, en même temps, le développement des innovations et des « nouvelles combinaisons » –, nous approcherions fortement d'un ordre économique démocratique complet.

La conservation de certains éléments de marché qui seraient couplés au « socialisme de marché » à travers la « démocratie économique » semble au premier abord à considérer, mais compromet aussi le projet global d'un nouvel ordre économique dans lequel la société est responsable de son économie au lieu d'être dominée par elle, comme c'est le cas dans le capitalisme. Les marchés présentent cependant, même s'ils sont fortement régulés, certains avantages : ils peuvent

<sup>7</sup> Voir le rapport de Robert Wade à propos de l'expérience des États émergents en Asie dans : *Governing the Market : Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization*, Princeton, Princeton University Press 1992.

empêcher les luttes vaines et interminables entre des intérêts individuels contradictoires. Les effets des marchés pourraient être acceptés comme des solutions provisoires pour les conflits réels entre les intérêts individuels et les intérêts économiques légitimes. Dans un ordre économique démocratique, les marchés ne pourraient cependant jamais représenter l'instance ultime qui serait en mesure de régler définitivement et efficacement les conflits. Car les marchés sont aveugles et sourds, « les défaillances du marché » se manifestent partout, et les marchés sont rarement « performants ». Le concept de « socialisme de marché » devrait cependant s'appuyer fortement sur des mécanismes qui corrigent le marché et qui sont enracinés dans le système global. Il devrait toujours y avoir la possibilité de se défendre contre le marché en adressant un recours auprès d'une autorité supérieure, donc politique. Cette autorité devra être en mesure et avoir le droit de relancer les débats publics et de prendre des décisions démocratiques à propos de chaque conflit d'intérêts économiques. Une démocratie économique serait consommatrice de temps. Une de ses conditions préalables serait d'ailleurs une diminution appropriée de la durée du travail pour tous.

La discussion actuelle sur le socialisme démocratique ainsi que sur une forme réalisable de démocratie économique est surdéterminée par le spectre de l'échec d'une planification étatique hautement centralisée dans les « pays socialistes ». Est-il possible d'empêcher un tel échec grâce à la démocratisation du processus de planification ? Fondamentalement oui. Mais quelles sont les formes de prise de décision, de participation, nécessaires pour rendre le processus de planification performant ? De nos jours, les socialistes ont tendance à considérer que les problèmes techniques de la planification centrale sont maîtrisés grâce à la très grande puissance de calcul des ordinateurs dont nous disposons aujourd'hui. En se basant sur Internet comme nouveau support pour l'échange et la diffusion des informations et la prise de décision, Michel Albert a élaboré le concept d'un processus de participation qui implique fortement les personnes, en donnant à chacun une voix propre, et qui est aussi très interactif. Même s'il nécessite beaucoup de temps, il semble très simple : nous devons savoir ce que les individus veulent ? Posons-leur simplement la question ! Nous devons savoir quels sont les coûts associés à ces aspirations ? Posons-leur tout simplement la question !<sup>8</sup> Mais comment décidons-nous des priorités si notre présupposé de départ n'est même pas une « surabondance sans fin », où chaque désir particulier, quel qu'en soit le coût, peut être exaucé ? Il est évident que nous avons besoin d'un processus de négociation mais nous devons prendre également des décisions. Comment pouvons-nous trancher de telles questions ? Par une majorité simple, une majorité qualifiée ou d'autres règles collectives pour la prise de décision ? La première étape de l'institutionnalisation d'un ordre économique démocratique devrait toujours être accompagnée d'un consensus sur la façon dont il faut décider en matière économique. Comment organisons-nous la planification comme un processus permettant de tirer la leçon des erreurs et d'éviter les impasses et les crises ? Il est inévitable que, de temps en temps, il y ait opposition d'intérêts économiques différents. Comment estimons-nous et évaluons-nous ces intérêts ? Quels intérêts économiques doivent prévaloir dès que le pouvoir du capital a été aboli comme

<sup>8</sup> Voir Michel Albert, *op. cit.*, p. 128 et suivantes.



base quasi naturelle de la prise de décision économique ? Même si nous devons considérer tous les intérêts économiques individuels comme également estimables, ils ne sont pas équivalents pour autant. Ce qui pour l'un revêt un intérêt essentiel peut être une question d'importance secondaire pour l'autre. En ce sens, nous avons besoin d'une règle (ou de règles) pour choisir entre les intérêts économiques d'urgence et de portée différentes. En ce qui concerne le « *empowerment* » et la participation à la prise de décision économique, on pourrait envisager l'application d'une règle qui ressemblerait fort à celle que John Rawls a formulée ainsi : on doit donner la possibilité à ceux qui supportent directement les conséquences d'une décision en débat, de se faire entendre et peut-être même d'opposer un veto à la volonté majoritaire, et cela même s'ils ne représentent qu'une petite minorité. Ainsi, par exemple, en cas de modification économique en débat, ceux qui perdraient quelque chose de vital pour eux, comme leur maison, leur travail, leurs qualifications ou leur environnement, devraient avoir la possibilité d'opposer un veto afin d'amener la majorité à reconsidérer et à renégocier le sujet.

### Stratégies et stratégies

Les stratégies relatives au processus de transformation socialiste se sont toujours fondées sur la conviction que nous trouverions les éléments, les ingrédients d'une recette de base pour construire la nouvelle économie au sein des économies capitalistes qui se sont développées jusqu'à aujourd'hui<sup>9</sup>. Nous voyons effectivement encore aujourd'hui des éléments, des îlots de démocratie économique dans l'économie capitaliste mondiale. Nous les voyons dans le mouvement coopératif (avec plus de 800 millions d'homme impliqués dans le monde). Nous les voyons dans différentes formes de solidarité et d'entraide organisées aux quatre coins de la terre qui apparaissent sous les modalités les plus variées. Dans certaines parties du globe et même dans certains États européens, « l'économie sociale » offre encore du travail et des revenus à beaucoup de personnes. Le mouvement coopératif est très vivant dans le monde entier. L'Europe des 15 compte actuellement environ 135 000 coopératives, avec plus de 84 millions de membres qui donnent du travail à plus de 2,7 millions de personnes. Cela peut ne pas sembler très impressionnant si l'on considère que la majorité des coopératives de producteurs sont très petites. Elles représentent dans des pays comme l'Espagne ou la Finlande 4,5 à 5 % de l'emploi total. Leur part de marché est cependant nettement plus élevée (18 à 35 % dans le commerce de détail et le secteur de la santé, 55 à 83 % dans l'agriculture, selon les différents pays européens). Si l'on considère toute l'économie sociale, c'est-à-dire non seulement les coopératives mais aussi les différentes formes d'entreprises d'intérêt général, nous obtenons une plus forte part dans l'emploi (de 8,2 % en Italie à 16,6 % aux Pays-Bas).

La gauche devrait diffuser et soutenir de telles formes alternatives, plus ou moins non capitalistes, de l'économie et les prendre pour pierres angulaires pour ses stratégies de transformation à long terme. Les alliances qui existaient autrefois entre les mouvements sociaux comme le mouvement coopératif, les syndicats et les partis politiques de gauche doivent être reconstruites. En termes de stratégie,

<sup>9</sup> Ceci est au cœur même du concept de socialisme « scientifique » de Marx : Si ne nous ne sommes pas en mesure de trouver les éléments intellectuels et moraux essentiels pour instaurer une nouvelle économie et une société dans le cadre du capitalisme réellement existant, même camouflé, tous nos efforts pour surmonter le capitalisme seront effectivement stériles. Nous devons bien sûr non seulement trouver ces éléments, mais aussi les utiliser pour créer une nouvelle société. Voir Michael R. Krätke : « Au-delà du capitalisme. Ou comment le développement capitaliste va au-delà de lui-même ». In : Marcus Havel, Gregor Kritisidis (Ed.) : *Le cri de l'utopie*. Hannover : Offizin Verlag 2006, S. 163-183.

cela fait sens de soutenir et de promouvoir ce secteur tiers dans tous les États capitalistes et d'essayer de formaliser « l'économie informelle ». Les droits des travailleurs et les droits des consommateurs doivent être tous deux développés et renforcés. Les mouvements sociaux, les syndicats et les partis politiques de gauche doivent s'immiscer dans les luttes concernant les investissements publics et promouvoir à nouveau et reconquérir le domaine public où se prennent les décisions sur la richesse commune ou publique relative aux biens et aux services publics. La gauche doit de nouveau participer au débat public sur les réformes et expériences économiques à grande échelle dans les États socialistes. Le parcours hasardeux de la Chine vers un socialisme de marché constitue le sujet le plus important. La gauche doit repenser l'ordre économique et social de l'après-capitalisme, qu'elle espère atteindre. Si elle ne le fait pas, la réforme du capitalisme restera la seule option. Il ne restera plus ensuite qu'à rendre le capitalisme plus accessible et moins destructeur. Si la gauche réussissait d'autre part à redonner de la valeur à la démocratie économique, elle aurait de bonnes raisons de forger une nouvelle alliance avec les millions de gens qui se sont déjà engagés dans l'économie sociale et les mouvements coopératifs en Europe et au-delà. Elle pourrait alors redécouvrir une stratégie réformatrice radicale en vue de réguler et même de maîtriser les marchés. Cela nécessitera des efforts soutenus de démocratisation (et donc de « socialisation ») des institutions qui dominent actuellement les différents marchés.